

Véronique MARTIN

*Procédures contractuelles et politiques d'environnement.
Approches nationale et locale.*

RESUME DE LA THESE

L'auteur de cette thèse s'interroge sur les processus d'émergence et d'élaboration des politiques contractuelles d'environnement à l'échelon national et local. En effet, si jusque là des recherches ont été menées sur les conditions de négociation des politiques contractuelles d'environnement à l'échelon local, aucune enquête n'a encore été faite sur la genèse de l'outil contractuel au sein du Ministère de l'environnement. Au-delà de cette histoire des politiques contractuelles d'environnement qui est reconstituée, l'auteur s'interroge sur les raisons de la contractualisation des collectivités locales, sur les conditions d'élaboration de ces politiques, leur cheminement et leurs effets.

Ce sont donc les processus de construction et de négociation de la politique contractuelle du Ministère de l'environnement qui sont analysés non seulement au niveau national mais aussi à l'échelon local par le biais des procédures contractuelles menées au sein de trois communes de la région parisienne (Athis-Mons, Issy-les-Moulineaux, Montreuil). La comparaison systématique des terrains a mis en relief les similitudes mais aussi les différences qu'ont rencontrés les acteurs locaux lors de la négociation de ces politiques.

L'auteur répond à ces objectifs de recherche en trois temps. Dans une première partie, elle étudie les processus de reconnaissance de l'environnement, c'est-à-dire comment ce domaine d'action a été investi par le milieu associatif, l'administration puis les villes et plus particulièrement les trois communes qui constituent son échantillon. La prise en considération de l'environnement par les collectivités locales a pour origine la combinaison de facteurs variés. L'impact de la décentralisation et les succès électoraux des partis écologistes aux divers scrutins électoraux de la fin des années 80 et du début des années 90 ont largement participé à la constitution de politiques locales d'environnement. L'existence d'une politique d'environnement même embryonnaire reste difficile à déceler excepté à Montreuil où la municipalité, communiste depuis 1935, a mené une politique volontariste en matière d'espaces verts. L'élaboration de politiques locales d'environnement semble donc éminemment liée à un effet de mode et à une politique d'image des villes. Dans une deuxième partie, elle utilise à la fois une perspective historique et l'approche en terme de réseaux de politiques publiques pour analyser les processus de construction des politiques contractuelles d'environnement à l'échelon national. Cette double approche lui a permis de déterminer d'une part, l'existence d'une filiation entre les politiques contractuelles urbaines et les contrats d'environnement urbain. D'autre part, l'analyse en terme de réseaux de politiques publiques a permis d'identifier les systèmes d'acteurs qui se sont agrégés autour de l'élaboration de ces procédures et de déterminer la place et le rôle joués par chacune des composantes du système. L'auteur démontre ainsi que la construction des politiques contractuelles d'environnement urbain est le fait de groupes d'acteurs réduits dont la continuité de l'action a suscité l'émergence progressive de ces procédures. Dans une troisième et dernière partie, ce sont les processus de négociation des politiques contractuelles à l'échelon local et leurs conséquences qui sont analysés. Dans cette dernière partie, l'auteur analyse la forme de la négociation et son évolution dans le temps. L'hypothèse initiale selon laquelle la négociation contractuelle se caractériserait par l'existence de systèmes d'acteurs élargis est à nuancer. Les enquêtes à l'échelon local mettent en évidence l'évolution, la réduction et la hiérarchisation des systèmes d'acteurs autour de facilitateurs tant dans le cadre de la négociation que de la mise en œuvre des procédures contractuelles. On assiste en fait à des mécanismes de personnalisation

de la négociation contractuelle des politiques d'environnement. Cela se caractérise par l'émergence d'acteurs clefs : les facilitateurs. Ce sont des individus, qui grâce à leur parcours professionnel et personnel (militantisme associatif, syndical, politique) se situent à l'intersection de différentes sphères de légitimité. L'étude des processus de négociation au niveau local met en exergue le poids des villes (filtrage des acteurs) mais aussi la relative faiblesse de l'Etat dans le cadre de ces procédures.

CURRICULUM VITAE

Véronique MARTIN

e-mail : veroniquemartin@fnac.net

DIPLÔMES

Octobre 1995 - Juin 2000

Doctorat de Science Politique de l'Université de Montpellier I. Mention très honorable avec les félicitations du jury.

Année universitaire 1995 - 1996

D.E.A. de Sciences Sociales de l'ENS et de l'EHESS. Mention Bien.

Année universitaire 1994 - 1995

D.E.A. de Science politique : Etat et Politiques Publiques, module Territoires et Politiques Publiques de l'Université de Montpellier I. Mention Assez Bien.

1994

Diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence. Section : Politique et Sociale option Science Politique.

1990

Baccalauréat série B.

TRAVAUX UNIVERSITAIRES

- Juin 2000, *Approches nationale et locale. Procédures contractuelles et politiques d'environnement*, Thèse de science politique sous la direction de Jean-Pierre Gaudin, Université de Montpellier I, 420 p.
- 1996, *Du national au local. Procédure contractuelle et politique locale de l'environnement. L'exemple de Montreuil*, Mémoire principal de DEA de Sciences sociales sous la direction de Dominique Dammame, EHESS-ENS.
- 1996, *Du « canotage joyeux » au « canotage sérieux ». Histoire du développement d'une pratique sportive : l'aviron*, Mémoire ad hoc de DEA de Sciences sociales sous la direction de Gilles Pécout, EHESS-ENS.
- 1995, *Le secteur associatif montpelliérain de l'environnement. Un exemple des conditions de mobilisation collective et d'accès à la négociation politique*, Mémoire de DEA de science politique sous la direction de Jean-Louis Briquet, Université de Montpellier I, 109 p.
- 1994, *La pensée écologiste*, Mémoire pour l'obtention du diplôme de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence sous la direction de Monsieur le Professeur Jean-Claude Ricci, 90 p.

COLLOQUE

Les effets de la négociation contractuelle : l'exemple de l'environnement en France, 11^{ème} Colloque International de la revue « Politiques et Management Public » intitulé *Reconfigurer l'action publique : Big-bang ou réforme ?*, 4-5 octobre 2001, Nice.

THEMES DE RECHERCHES

- Politiques publiques
- Politiques contractuelles
- Politiques d'environnement
- Négociation
- France, Norvège

EXPERIENCES PROFESSIONNELLES

Recherche scientifique :

1996- 2001

Chercheur associé au Centre comparatif d'Etudes des Politiques publiques et des Espaces Locaux (CEPEL-CNRS).

Avril - Mai 1997

Stage de recherche d'une durée de deux mois au Ministère de l'Environnement.

Mission : enquête sur l'action contractuelle du Ministère de l'Environnement dans les secteurs de l'eau, du bruit, de l'environnement urbain.

Novembre 2000- Août 2001

Post-doctorat au NIBR (Norsk Institutt for By-og Regionforskning), Oslo (Norvège).

Mission : recherche sur les accords volontaires entre l'Etat norvégien et les industries norvégiennes du secteur de l'emballage.

Enseignement :

Années universitaires 1997- 1998 et 1998- 1999

Vacataire d'enseignement en Droit Constitutionnel à l'Université de Paris I (Panthéon - Sorbonne). Mission : enseignement du Droit Constitutionnel aux étudiants de 1^{ère} année de Droit (TD de 36 heures par an), réunions de l'équipe pédagogique, participations aux délibérations des examens de fin d'année, corrections des copies.

Septembre 2000 - juin 2001

Professeur de français à NKS Språkskolen, Oslo (Norvège).

Mission : enseignement du français à des adultes norvégiens en groupes ou en cours individuels (110 heures de cours).

Septembre- Novembre 2001

Professeur au Centre Culturel Français d'Oslo.

Cours de spécialité (24 heures) intitulé *Commentaires sur la France actuelle : analyse socio-politique de la France des années 90*.

Public : professeurs de français des collèges et lycées d'Oslo et de sa région.

Autre expérience professionnelle :

Août 2001 - Juillet 2002

Attachée sectorielle au Poste d'Expansion Economique de l'Ambassade de France à Oslo, Norvège.

Mission : suivi du secteur des biens de consommation, suivi de la presse économique norvégienne, traductions (norvégien vers le français), veille économique, réalisation d'enquête-prospect, de missions de prospection, de guide-répertoires.

DISTINCTION

Lauréate de la bourse Monique Fouet de l'AFFDU (Association Française des Femmes Diplômées des Universités) pour l'année 2000.

LANGUES

Anglais : lu, écrit, parlé. Pratique en environnement professionnel (présentation d'études). First Certificate in English : grade B (juin 2001).

Norvégien : lu, écrit, parlé. Pratique en environnement professionnel. Expatriation en Norvège d'Août 1999 à juillet 2002.

INFORMATIQUE

Maîtrise des outils Office : Word, Excel, Power Point, Outlook.

Internet : très bonne maîtrise des moteurs de recherche.

ACTIVITE COLLECTIVE

Responsable de la communication et de l'information du Cercle des Jeunes Membres (CJM) de l'AFFDU depuis janvier 2001.

Mission : information des membres du CJM en matière d'offres d'emplois, diffusion d'annonces relatives à l'actualité scientifique (colloques, séminaires, appels à propositions, appels à communications) et aux sources de financement de la recherche (bourses, allocations de recherche, prix de thèses).

Rédaction d'articles pour le bulletin du CJM.